

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2007/00634]

29 MAI 2007. — Directive ministérielle MFO-2 relative au mécanisme de solidarité entre zones de police en matière de renforts pour des missions de police administrative

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de Police,

A Mesdames et Messieurs les Chefs de Corps de la police locale,

A M. le Commissaire général de la police fédérale,

A M. l'Inspecteur général de l'inspection générale de la police fédérale et de la police locale,

Pour information :

A M. le Directeur général de la Direction générale Politique de Sécurité et de Prévention,

A M. le Président de la Commission permanente de la police locale,

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

Madame, M. le Gouverneur,

Madame, M. le Bourgmestre,

Madame, M. le Président,

Madame, M. le Chef de Corps,

M. le Commissaire général,

M. l'Inspecteur général,

Mesdames et Messieurs,

1. Introduction

La présente directive est diffusée en exécution des articles 61 à 64 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux (LPI).

Elle entend régler la mise à disposition par l'ensemble des zones de police du pays d'une partie de leur capacité opérationnelle au profit d'une autre zone de police confrontée à une mission de police administrative ponctuelle qu'elle ne peut assurer seule. Il s'agit d'un mécanisme de solidarité nationale, appelé « capacité hypothéquée » (HyCap), envisagé comme procédure contraignante aux côtés des autres procédures de renfort existantes, à savoir l'appui latéral (sur base d'accords conclus entre zones), la solidarité obligatoire des zones de l'arrondissement (ArroSol), la mise à disposition par la police fédérale de renforts, spécialisés ou non, centralisés ou déconcentrés, ou encore les procédures de réquisition.

Une zone de police qui demande plus d'appui que ce qui est absolument nécessaire impose inutilement une charge aux autres zones de police, ce qui peut perturber l'exercice des autres fonctionnalités de la police de base. Une importante responsabilité incombe donc aux autorités locales, à savoir ne demander de l'appui que lorsque les propres moyens de la police locale sont vraiment insuffisants, et tenir compte de cet impact dans les conditions liées aux autorisations accordées pour les événements (choix du lieu, du moment, service d'ordre interne,...).

De même, la procédure décrite dans la présente directive ne peut porter préjudice au devoir d'assistance mutuelle entre services de police tel que prévu à l'article 43 de la loi sur la fonction de police (LFP), notamment dans le cadre des plans d'urgence et d'intervention qui nécessitent l'engagement conséquent des renforts immédiatement disponibles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2007/00634]

29 MEI 2007. — Ministeriële richtlijn MFO-2 betreffende het solidariteitsmechanisme tussen de politiezones inzake versterkingen voor opdrachten van bestuurlijke politie

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Aan de heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Aan de heer Inspecteur-generaal van de algemene inspectie van de federale en van de lokale politie,

Ter informatie :

Aan de heer Directeur-generaal van de Algemene Directie Veiligheids- en Preventiebeleid,

Aan de heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

Aan de Dames en Heren Arrondissementscommissarissen,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Burgemeester,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter,

Mevrouw, Mijnheer de Korpschef,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

Mijnheer de Inspecteur-generaal,

Dames en Heren,

1. Inleiding

Deze richtlijn wordt verspreid in uitvoering van de artikelen 61 tot 64 van de wet van 7 december 1998 houdende organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus (WGP).

Ze beoogt de terbeschikkingstelling, door alle politiezones van het land, van een gedeelte van hun operationele capaciteit ten voordele van een andere zone, die een punctuele opdracht van bestuurlijke politie moet uitvoeren waarvoor ze niet alleen kan instaan. Het gaat hier om een nationaal solidariteitsmechanisme dat «gehypothekeerde capaciteit» (HyCap) wordt genoemd en dat als bindende procedure wordt gehanteerd naast andere bestaande procedures inzake versterking, zoals de laterale steun (op basis van akkoorden tussen zones), de verplichte solidariteit van de zones van het arrondissement (ArroSol), de terbeschikkingstelling van al dan niet gespecialiseerde versterking door de federale politie, gecentraliseerd of gedeconcentreerd, of nog de opvorderingsprocedures.

Een politiezone die meer steun vraagt dan wat absoluut noodzakelijk is, belast hierdoor nodeloos de andere politiezones, waardoor de uitoefening van de andere basisfunctionaliteiten kan verstoord worden. De lokale overheden hebben dus een belangrijke verantwoordelijkheid, met name enkel steun vragen wanneer de eigen middelen van de lokale politie echt onvoldoende zijn en rekening houdend met deze impact bij de voorwaarden die zij koppelen aan de voor de gebeurtenissen verleende toelatingen (keuze van de plaats, van het tijdstip, interne ordedienst,...).

De in deze richtlijn beschreven procedure mag evenmin afbreuk doen aan de wederzijdse bijstandsplicht tussen politiediensten zoals bepaald in artikel 43 van de wet op het politieambt (WPA), inzonderheid in het kader van de rampen- en interventieplannen die een consequente inzet vergen van de onmiddellijk beschikbare middelen.

Le présent texte est à lire parallèlement aux autres directives contraignantes réglant l'exercice de certaines missions à caractère fédéral, notamment la MFO-5 du 23 décembre 2002 traitant des protections spéciales de personnes et de bâtiments.

Par ailleurs, une information correcte et complète est indispensable à l'évaluation de la menace et conditionne en grande partie le volume de renfort nécessaire. Dès lors, il est capital que les mécanismes d'échange d'informations, tels qu'ils sont organisés par la directive contraignante MFO-3 du 14 juin 2002 relative à la gestion de l'information de police judiciaire et de police administrative, soient strictement appliqués.

Les vecteurs qui doivent contribuer à une diminution de l'engagement de l'HyCap et de l'ArroSol sont :

— L'engagement raisonné et concentrique des moyens avec le recours à l'HyCap en dernière instance;

— La mise en place de la deuxième tranche du corps d'intervention.

2. Principes

La capacité des réserves fédérales doit être utilisée de façon optimale, afin de réduire autant que faire se peut le recours à la capacité hypothéquée et à l'ArroSol, surtout pour les renforts peu ou non planifiés. Les polices locales seront de préférence engagées pour les événements récurrents et planifiables.

Le principe général est que, pour un jour donné, la capacité disponible des réserves fédérales soit engagée complètement (y compris le CIK non spécialisé, provenant en principe de la province concernée). L'épuisement de cette capacité disponible des réserves fédérales est donc une condition préalable à un engagement justifié de la capacité hypothéquée. Ce principe n'exclut pas qu'une capacité opérationnelle soit réservée à la police fédérale (CIK et DAR) pour répondre à des demandes tardives d'appui spécialisé et/ou non spécialisé.

Le système de solidarité interzonale repose sur un engagement concentrique des moyens disponibles, selon le schéma suivant :

1° La zone de police sur le territoire de laquelle se déroule un événement qui nécessite le déploiement de moyens policiers importants se doit de réaliser elle-même un effort suffisant d'engagement de son propre personnel avant de recourir à des renforts (c'est le principe du seuil de recevabilité des demandes).

2° Si l'ampleur des dispositifs nécessaires est telle que l'effort propre de la zone de police n'est pas suffisant, la zone concernée pourra d'abord faire appel au CIK auprès du DirCo de la province, ensuite à la solidarité d'arrondissement et finalement à la police fédérale, selon les deux cas de figure suivants :

Pour les événements récurrents et/ou planifiables :

(un événement est planifiable lorsqu'il est connu au moins 48 heures d'avance)

a. En premier lieu, il sera fait appel à l'appui non spécialisé du corps d'intervention de la province et à l'appui spécialisé de la police fédérale;

b. En second lieu, la zone concernée fera appel, sans préjudice des accords de coopération (appui latéral), à la solidarité des autres zones du même arrondissement, et ce pour un pourcentage déterminé des effectifs de ces zones (c'est le principe de la solidarité d'arrondissement);

c. En troisième lieu, il sera fait appel au corps d'intervention des autres provinces;

d. Enfin, des renforts en moyens non spécialisés seront demandé à la police fédérale (DAR, éventuellement des aspirants de la DSE), compte tenu des principes d'engagement définis ci-dessus (c'est le principe de l'appui fédéral).

Pour les événements non planifiables :

Durant les premières heures, les effectifs nécessaires seront fournis, chacun dans sa spécialité, par :

a. les services de la police locale et de la police fédérale présents sur le terrain et dont les missions peuvent être interrompues..

b. les polices locales voisines sur base de protocoles d'accord.

Deze tekst moet parallel gelezen worden met de overige dwingende richtlijnen die de uitoefening regelen van bepaalde opdrachten van federale aard, meer bepaald, de MFO-5 van 23 december 2002, die handelt over de bijzondere beschermingen van personen en gebouwen.

Een correcte en volledige informatie is trouwens noodzakelijk voor de evaluatie van de dreiging en beïnvloedt grotendeels de omvang van de noodzakelijke versterking. Het is dan ook van kapitaal belang dat de informatie-uitwisseling, zoals geregeld door de dwingende richtlijn MFO-3 van 14 juni 2002 betreffende het informatiebeheer van de gerechtelijke en bestuurlijke politie, strikt wordt toegepast.

De vectoren die moeten bijdragen tot een verminderde inzet van HyCap en ArroSol zijn :

— de beredeneerde en concentrische inzet van middelen met, in laatste instantie, het invoeren van HyCap;

— de inplaatsstelling van de tweede schijf van het interventiekorps.

2. Principes

De capaciteit van de federale reserves moet optimaal worden aangewend ten einde zoveel mogelijk het gebruik van de gehypothekeerde capaciteit en de ArroSol te beperken, vooral voor de niet-geplande versterking. De lokale politie zal bij voorkeur worden ingezet voor weerkerende en te voorziene gebeurtenissen.

Het algemeen principe is dat, voor een welbepaalde dag, de beschikbare capaciteit van de federale reserves volledig wordt ingezet (inclusief het niet-gespecialiseerd CIK in principe afkomstig van de betrokken provincie). Het uitputten van deze beschikbare capaciteit van de federale reserves is dus een voorafgaande voorwaarde voor een verantwoorde inzet van de gehypothekeerde capaciteit. Dit principe sluit niet uit dat bij de federale politie (CIK en DAR) een operationele capaciteit voorbehouden blijft om het hoofd te bieden aan laattijdige aanvragen voor gespecialiseerde en/of niet-gespecialiseerde steun.

Het systeem van interzonale solidariteit steunt op een concentrische inzet van de beschikbare middelen, volgens het schema hieronder :

1° De politiezone op wiens grondgebied een gebeurtenis plaatsvindt die een aanzienlijke ontplooiing aan politiemiddelen vergt, moet zelf een eigen voldoende inspanning leveren inzake inzet van personeel vooraleer een beroep te doen op versterking (dit is het principe van de ontvankelijkheidsdrempel van de aanvragen)

2° Indien de omvang van het noodzakelijk dispositief van die aard is dat de eigen inspanning van de politiezone niet volstaat, zal de betrokken zone vooreerst een beroep kunnen doen op het CIK bij de DirCo van de provincie, vervolgens op de solidariteit van het arrondissement en tenslotte op de federale politie, volgens de twee volgende denkbeeldige situaties :

Voor de weerkerende en/of voorzienbare gebeurtenissen :

(een gebeurtenis is voorzienbaar indien ze minstens 48 uur op voorhand gekend is).

a) In de eerste plaats zal een beroep gedaan worden op de niet gespecialiseerde steun van het interventiekorps van de provincie en op gespecialiseerde steun van de federale politie;

b) In de tweede plaats zal de betrokken zone, ongeacht de samenwerkingsakkoorden (laterale steun), een beroep doen op de solidariteit van de andere zones van hetzelfde arrondissement en dit, voor een welbepaald percentage van de effectieven van die zones (dit is het principe van de arrondissementssolidariteit);

c) In de derde plaats zal een beroep gedaan worden op het interventiekorps van de andere provincies;

d) Tenslotte zullen de versterkingen in niet gespecialiseerde middelen gevraagd worden aan de federale politie (DAR, eventueel aspiranten DSE), rekening houdend met de hiervoor uiteengezette principes qua inzet (dit is het principe van de federale steun).

Voor de niet voorzienbare gebeurtenissen :

Gedurende de eerste uren zullen de noodzakelijke effectieven afkomstig zijn, elk in hun specialiteit, van :

a. de diensten van de lokale en de federale politie die op het terrein aanwezig zijn en wiens opdrachten kunnen worden afgebroken;

b. de nabije korpsen van lokale politie op basis van protocolakkoorden.

On pourra en outre faire appel à la partie rappelable du corps d'intervention et de l'appui spécialisé de la police fédérale (commandement de peloton, équipage d'arroseuse, ...), ceci dans l'attente de la capacité qui pourra encore être mobilisée par la suite par la police intégrée. Le commissaire général rédigera une note de service concernant le fonctionnement de cette réserve d'intervention fédérale, qui doit être à même d'arriver sur place au maximum 4 heures après le rappel.

3° Si ces effectifs s'avèrent encore insuffisants, des renforts pourront être demandés aux autres zones de police (c'est le principe de la solidarité nationale ou de l'HyCap).

Tant les effectifs mobilisables que le nombre d'heures à prester dans le cadre de l'appui sont fixés annuellement (ce sont les notions de «niveau de disponibilité» et de «ligne de prestation»).

3. Niveau de disponibilité et ligne de prestation

Le niveau de disponibilité correspond à la mobilisation maximale du personnel d'une zone de police pouvant être fourni en renfort au profit d'une autre zone. Il se monte à 7 % maximum des effectifs réels de chaque zone.

L'effectif disponible pour l'HyCap comprend les effectifs opérationnels réels de la zone de police en question, limité à la norme minimale telle que déterminée dans l'AR du 5 septembre 2001, M.B. du 12 octobre 2001, (y compris les agents de police), ainsi que le personnel y détaché (voir méthode de calcul en annexe A).

Ce niveau de disponibilité sera augmenté, pour la zone hôte, du nombre de membres du personnel mis à sa disposition par le corps d'intervention.

Par contre, le personnel en excédant par rapport à la norme minimale n'est pas pris en compte dans les calculs. Le niveau de disponibilité est révisé annuellement.

Ces effectifs sont mobilisables moyennant un préavis de 24 heures.

La ligne de prestation correspond à un nombre d'unités de prestations constituant une capacité «comptable» fictive de prestations annuelles pouvant être sollicitées sur base de la solidarité (1,2 % de la capacité annuelle de chaque zone de police). La ligne de prestation est calculée annuellement (voir annexe A) et n'est pas révisable en cours d'année. Cette ligne représente un des éléments d'appréciation pour pouvoir désigner les zones appelées en renfort.

Pour ne pas pénaliser une zone déficitaire ayant des difficultés à remplir son cadre selon la norme minimale de l'AR du 5 septembre 2001, sa ligne de prestation «HyCap» sera recalculée annuellement par rapport à son effectif réel. Cependant, lorsqu'une zone s'abstient volontairement de remplir son cadre organique, le Ministre de l'Intérieur pourra décider de calculer la ligne de prestation par rapport à l'effectif minimal prévu dans l'AR cité ci-dessus.

4. Engagement concentrique des moyens

4.1. Champ d'application

L'engagement concentrique des moyens des polices locales porte sur le renfort à la gestion de tout événement ou opération de police administrative, de quelque nature que ce soit (ex. FIPA), y compris d'une opération menée sur décision du Ministre de l'Intérieur. Cet engagement de moyens peut impliquer toute forme d'appui opérationnel direct, et notamment la mise à disposition :

- de personnel pour le maintien de l'ordre;
- de personnel en appui de dispositifs de circulation;
- d'équipes canines;
- d'équipes d'information tactique.

Un membre du cadre officier ou du cadre moyen de la zone de police venue en appui peut être intégré dans la cellule de commandement du service d'ordre, à titre d'officier de liaison, en particulier lorsque deux régions linguistiques sont concernées.

Bovendien kan een beroep worden gedaan op het terugroepbaar gedeelte van het interventiekorps en van de gespecialiseerde steun van de federale politie (pelotonscommando en sproeiwagenbemanning), in afwachting van capaciteit die achteraf nog kan gemobiliseerd worden door de geïntegreerde politie. De commissaris-generaal zal een dienstnota opstellen omtrent de werking van deze federale interventiereserve, die maximum 4 uur na terugroeping ter plaatse moet kunnen zijn.

3° Indien deze effectieven nog steeds onvoldoende blijken, zal versterking gevraagd kunnen worden aan de andere politiezones (dit is het principe van de nationale solidariteit of HyCap)

Zowel de te mobiliseren effectieven als het aantal eventueel via solidariteit te presteren uren, worden jaarlijks vastgelegd (dit zijn de begrippen «beschikbaarheidsniveau» en «prestatielijn»).

3. Beschikbaarheidsniveau en prestatielijn

Het beschikbaarheidsniveau stemt overeen met de maximale mobilisering van het personeel van een politiezone dat als versterking kan geleverd worden ten voordele van een andere zone. Dit bedraagt maximum 7 % van de reële effectieven van elke zone.

Het voor HyCap beschikbaar effectief omvat het reël operationeel effectief van de betrokken politiezone, gelimiteerd tot de minimale norm zoals bepaald in het KB van 5 september 2001, B.S. van 12 oktober 2001 (met inbegrip van de agenten van politie), evenals het gedetacheerde personeel (zie berekeningsmethode in bijlage A).

Dit beschikbaarheidsniveau wordt voor de gastzone verhoogd met het aantal eenheden dat zij vanuit het interventiekorps ter beschikking krijgt.

Het overige personeel ten aanzien van de minimale norm zal daarentegen in de berekeningen niet worden in aanmerking genomen. Het beschikbaarheidsniveau wordt jaarlijks herzien.

Mits een waarschuwing van 24 uur kunnen deze effectieven gemobiliseerd worden.

De prestatielijn stemt overeen met een aantal prestatie-eenheden die een fictieve «boekhoudkundige» capaciteit vormen van jaarlijkse prestaties die op basis van de solidariteit kunnen gevraagd worden (1,2 % van de jaarlijkse capaciteit van elke politiezone). De prestatielijn wordt jaarlijks berekend (zie bijlage A) en kan in de loop van het jaar niet meer herzien worden. Deze lijn is één van de beoordelingselementen om de ter versterking geroepen zones aan te duiden.

Om een deficiënte zone die moeilijkheden ondervindt om haar kader op te vullen volgens de minimale norm van het KB van 5 september 2001 niet te beboeten, zal haar prestatielijn «HyCap» dus jaarlijks herberekend worden ten aanzien van haar reële effectief. Wanneer echter een zone vrijwillig nalaat haar organiek kader op te vullen, kan de Minister van Binnenlandse zaken beslissen om de prestatielijn te berekenen in verhouding tot het minimum effectief zoals bepaald in het hoger vermelde KB.

4. Concentrische inzet van middelen

4.1. Toepassingsveld

De concentrische inzet van de middelen van de lokale politie heeft betrekking op de versterking voor het beheer van elke gebeurtenis of operatie van bestuurlijke politie, van welke aard ook (vb. FIPA), met inbegrip van een operatie geleid op beslissing van de Minister van Binnenlandse Zaken. Deze inzet aan middelen kan elke vorm van rechtstreekse operationele steun impliceren en meer bepaald de terbeschikkingstelling van :

- personeel voor ordehandhaving,
- personeel ter ondersteuning van een verkeersdispositief;
- hondenteams,
- tactische informatieploegen.

Een lid van het officieren- of middenkader van de steunende politiezone kan geïntegreerd worden in de commandocel van de ordedienst, in de hoedanigheid van verbindingsofficier, in het bijzonder wanneer verschillende taalgieden betrokken zijn.

4.2. Seuil de recevabilité des demandes

Le seuil de recevabilité des demandes correspond à l'engagement total par la zone concernée, parmi le personnel repris dans l'ordre d'opération et amené à gérer directement le ou les événements concernés, de minimum 12 % de son effectif disponible (augmenté, pour la zone hôte, du nombre de membres du personnel mis à sa disposition par le Corps d'intervention).

Lors d'événements paisibles à caractère folklorique, historique ou sportif, on peut s'attendre à ce que la zone mette un maximum de ses moyens propres en œuvre (et donc dépasse, même largement, le minimum de 12 %).

Ce seuil de recevabilité doit être respecté indépendamment de la direction opérationnelle, qu'elle soit confiée au chef de Corps ou au DirCo.

Le seuil de recevabilité est repris par zone de police dans le tableau en annexe B.

4.3. Solidarité d'arrondissement

Sans préjudice de protocoles d'appui latéral spécifiques entre certaines zones de police (voir à ce sujet la circulaire PLP 27 du 4 novembre 2002), la solidarité d'arrondissement ici visée est fixée à 2 % de l'effectif disponible de chaque autre zone du même arrondissement (ce y compris les membres du personnel mis à sa disposition par le Corps d'intervention).

Cette solidarité d'arrondissement correspond donc à une forme imposée d'appui latéral, pour laquelle aucune comptabilisation ne sera imputée sur la ligne de prestation des zones concernées. Par contre, si les nécessités opérationnelles imposent d'engager non pas 2 %, mais plus ou même la totalité du niveau de disponibilité (7 %), ces capacités supplémentaires seront comptabilisées.

Le principe de la solidarité d'arrondissement étant posé, il est clair toutefois qu'il devra être tenu compte de la situation réelle de chaque zone de police voisine au jour donné, en fonction de la somme des activités et événements du jour. Ainsi, si deux zones de police du même arrondissement sont confrontées simultanément à des événements, la solidarité d'arrondissement ne sera exigée qu'une seule fois des autres zones.

La solidarité d'arrondissement peut aussi être remplacée en dernière instance par un renfort fédéral si une capacité reste disponible et s'il n'y a pas eu de demande de remplacement de l'HyCap, en concertation entre les DirCo et les Chefs de corps des zones de police concernés.

Ce seuil est également révisé annuellement et est repris dans le tableau en annexe B.

Par analogie avec les principes de la PLP 27, le système de solidarité d'arrondissement ici décrit donne lieu à compensation par les zones bénéficiaires des renforts fournis par les autres zones. Le type de compensation est laissé à la libre appréciation des zones.

4.4. Missions de longue durée non planifiées

Lorsqu'une même mission se prolonge au-delà de 72 heures (principalement lors d'une grève des établissements pénitentiaires ou des menaces sur des personnes et/ou des institutions, ex. les ambassades), les seuils de recevabilité (12 %) et de solidarité d'arrondissement (2 %), pris dans leur ensemble, ne doivent plus être strictement respectés. Les renforts seront déterminés ponctuellement en fonction des disponibilités opérationnelles et des charges de travail respectives. Passé ce même délai de 72 heures, la totalité des renforts fournis par les autres zones de l'arrondissement concerné pourra être comptabilisée sur la ligne de prestation.

La zone directement concernée par l'événement devra cependant toujours garantir l'encadrement.

Il est par ailleurs souhaitable que des accords locaux soient pris dans le cadre de plans d'urgence et d'intervention préalablement établis.

4.2. Ontvankelijkheidsdrempel van de aanvragen

De ontvankelijkheidsdrempel van de aanvragen stemt overeen met de totale inzet door de betrokken zone, van het personeel hernomen in het operatieorder en dat rechtstreeks het of de evenement(en) moet(en) beheren, voor minstens 12 % van haar beschikbaar effectief (verhoogd voor de gastzone met het aantal eenheden dat zij uit het interventiekorps ter beschikking krijgt).

Bij vreedzame gebeurtenissen van folkloristische, historische of sportieve aard kan men verwachten dat de zone haar eigen middelen maximaal inzet (en dus zelfs ruimschoots het minimum van 12 % overschrijdt).

Deze ontvankelijkheidsdrempel moet geëerbiedigd worden ongeacht aan wie de operationele leiding toevertrouwd wordt, Korpschef of DirCo.

De ontvankelijkheidsdrempel wordt per politiezone weergegeven in de tabel in bijlage B.

4.3. Arrondissementssolidariteit

Ongeacht de specifieke protocollen van laterale steun tussen sommige politiezones (zie dienaangaande de omzendbrief PLP 27 van 4 november 2002) wordt de hier bedoelde arrondissementssolidariteit vastgesteld op 2 % van het beschikbaar effectief van elke andere zone van hetzelfde arrondissement (inbegrepen het effectief dat haar ter beschikking werd gesteld door het interventiekorps).

Deze arrondissementssolidariteit stemt dus overeen met een verplichte vorm van laterale steun waarvoor geen enkele aanrekening zal gebeuren op de prestatielijn HyCap van de desbetreffende zones. Indien de operationele behoeften daarentegen voorschrijven om, geen 2 %, maar meer of zelfs het volledige beschikbaarheidsniveau in te zetten (7 %), zal deze bijkomende capaciteit aangerekend worden.

Eens de arrondissementssolidariteit gedefinieerd, is het evenwel duidelijk dat er rekening zal moeten worden gehouden met de reële situatie van elke naburige politiezone op de afgesproken dag, aan de hand van de som van de activiteiten en gebeurtenissen van de dag. Indien er bijvoorbeeld twee politiezones uit eenzelfde arrondissement gelijktijdig geconfronteerd worden met evenementen, zal de arrondissementssolidariteit slechts één keer van de andere zones vereist worden.

De arrondissementssolidariteit kan ook in laatste instantie vervangen worden door een federale versterking indien er nog capaciteit vrij is en indien er geen vervanging van HyCap gebeurde, in overleg tussen de betrokken DirCo's en korpschefs van lokale politie.

Deze drempel wordt eveneens jaarlijks herzien en is weergegeven in de tabel in bijlage B.

Naar analogie met de principes van de PLP 27 geeft het hier beschreven systeem van arrondissementssolidariteit aanleiding tot compensatie door de zones die aanspraak maken op de versterkingen van de andere zones. Het soort compensatie wordt aan het oordeel van de zones overgelaten.

4.4. Niet geplande opdrachten van lange duur

Indien een zelfde opdracht langer dan 72 uur duurt (voornamelijk naar aanleiding van een staking in de penitentiaire instellingen of externe dreigingen op personen en/of instellingen, bv. ambassades), moeten de ontvankelijkheids (12 %) - en arrondissementssolidariteitsdrempels (2 %), globaal genomen, niet meer strikt geëerbiedigd worden. De versterkingen zullen naar gelang de operationele beschikbaarheden en de respectievelijke werklasten bepaald worden. Na het verstrijken van deze termijn van 72 uur, mag de totaliteit van de versterkingen die door de andere zones van het betrokken arrondissement geleverd worden, op de prestatielijn aangerekend worden.

De zone die rechtsreeks betrokken is bij de gebeurtenis zal wel altijd voor de omkadering zorgen.

Het is trouwens wenselijk dat lokale overeenkomsten afgesloten worden in het kader van de voorafgaande vastgelegde nood- en interventieplannen.

4.5. Solidarité nationale (HyCap)

La solidarité nationale a pour limite celle du niveau de disponibilité (7 %) des zones concernées.

Pour la désignation de l'arrondissement amené à fournir le renfort, différents paramètres seront pris en considération, notamment le régime linguistique, la proximité géographique, la durée prévisible de la mission, la plus-value opérationnelle, l'état de « consommation » de la ligne de prestation ou la charge de travail de chaque arrondissement au moment donné. Une application de bon sens s'appuiera sur ces différents critères, et la motivation de la décision de DAO en la matière sera communiquée à la demande des zones concernées via le DirCo. Les renforts seront désignés de préférence au sein des arrondissements contigus.

5. Procédure

5.1. Description

Conformément aux prescriptions énoncées ci-dessus, d'une part, et à celles notamment de la MFO-3, d'autre part, la procédure de demande et d'octroi de renforts suit le schéma suivant :

— La demande de renfort est initiée par le service de police chargé de la direction opérationnelle du service d'ordre concerné, le plus tôt possible, auprès du DirCo. Le DirCo coordonne les demandes d'appui.

— Sans s'immiscer dans la gestion et dans la responsabilité du Chef de Corps, le DirCo émet un avis quant aux dispositifs envisagés. Il peut, pour ce faire, demander un avis technique à la direction des opérations et de l'information en matière de police administrative de la police fédérale (DAO).

— Le DirCo veille au respect des principes d'engagement et vérifie si le seuil de recevabilité (min 12 %) a été respecté par la zone demanderesse.

— Il désigne la capacité disponible de corps d'intervention de la province et transmet à DAO la demande éventuelle d'appui spécialisé.

— Ensuite, il porte à la connaissance des autres zones de l'arrondissement les besoins en solidarité d'arrondissement à concurrence de 2 % de leur effectif disponible, en tenant compte, le cas échéant, de la charge de travail de ces zones de police.

— Il demande le cas échéant l'appui des CIK des provinces avoisinantes et transmet à DAO l'éventuelle demande complémentaire d'appui non spécialisé.

— DAO désigne les DirCo des autres arrondissements comme fournisseurs des renforts. Tenant compte des principes de désignation repris au point 4.3 ci-dessus, les zones de police de l'arrondissement concerné par l'événement peuvent, sur indication de DAO, être désignées par le DirCo pour fournir plus de 2 %.

5.2. Rôle particulier du DirCo

5.2.1. Evaluation du dispositif nécessaire

Afin de garantir un engagement rationnel et uniforme des moyens disponibles, un rôle particulier est confié au DirCo dans l'évaluation des dispositifs de sécurité envisagés lors d'un événement, lorsque des renforts sont sollicités.

Pour réaliser cette évaluation :

— le DirCo peut se faire communiquer la documentation nécessaire par le gestionnaire de l'événement;

— il peut solliciter un avis technique à DAO;

— il réalise une comparaison avec des événements antérieurs similaires.

En cas de divergence de vue entre le DirCo et le gestionnaire de l'événement, une concertation est initiée par le DirCo afin d'obtenir un consensus sur les moyens nécessaires.

4.5. Nationale solidariteit (HyCap)

De limiet van de nationale solidariteit is die van het beschikbaarheidsniveau (7 %) van de desbetreffende zones.

Voor de aanduiding van het arrondissement dat de versterking moet leveren, zullen verschillende parameters in aanmerking genomen worden, zoals het taalstelsel, de geografische nabijheid, de te voorziene duur van de opdracht, de operationele meerwaarde, de mate van « verbruik » van de prestatielijn of de werklast van elk arrondissement op het afgesproken ogenblik. Deze verschillende criteria zullen met gezond verstand worden toegepast en de motivering van de beslissing van DAO terzake zal op vraag van de desbetreffende zones via de DirCo worden medegedeeld. De versterkingen zullen bij voorkeur worden aangeduid binnen aangrenzende arrondissementen.

5. Procedure

5.1. Beschrijving

Overeenkomstig de hiervoor uiteengezette voorschriften enerzijds, en de bepalingen van de MFO-3 anderzijds, is de procedure voor de aanvraag en de toekenning van de versterkingen op het volgend schema gebaseerd :

— De aanvraag van versterking wordt, zo spoedig mogelijk, bij de DirCo ingeleid door de politiedienst belast met de operationele leiding van de desbetreffende ordedienst. De DirCo coördineert de steunaanvragen.

— Zonder zich te mengen in het beheer en in de verantwoordelijkheid van de korpschef, brengt de DirCo een advies uit wat betreft het overwogen dispositief. Hij kan daartoe een technisch advies vragen aan de directie van de operaties en informatie inzake bestuurlijke politie van de federale politie (DAO).

— De DirCo waakt over de naleving van de inzetprincipes en gaat na of de ontvankelijkheidsdrempel (min 12 %) van de aanvragende zone is nageleefd.

— Hij duidt de beschikbare capaciteit van het interventiekorps van de provincie aan en maakt aan DAO het eventueel verzoek voor gespecialiseerde steun over.

— Vervolgens deelt hij aan de andere zones van het arrondissement de noden mede inzake arrondissementssolidariteit, tot 2 % van hun beschikbaar dispositief, met inachtneming van de werklast van deze politiezones.

— Hij vraagt zo nodig de steun van het CIK van de naburige provincies en maakt aan DAO het eventueel bijkomend verzoek voor niet gespecialiseerde steun over.

— DAO duidt de DirCo's van de andere arrondissementen aan als leveranciers van HyCap. Rekening houdend met de principes van aanduiding vermeld onder punt 4.3. hierboven, kunnen de politiezones van het bij het evenement betrokken arrondissement, op aangeven van DAO, door de DirCo's worden aangeduid om meer dan 2 % te leveren.

5.2. Bijzondere rol van de DirCo

5.2.1. Evaluatie van het nodige dispositief

Ten einde een rationele en eenvormige inzet van de beschikbare middelen te garanderen, wordt, wanneer versterking wordt gevraagd, aan de DirCo een bijzondere rol toevertrouwd bij de evaluatie van het tijdens een evenement gepland veiligheidsdispositief.

Om deze evaluatie te verwezenlijken :

— kan de DirCo zich de nodige documentatie laten bezorgen door de evenementenbeheerder;

— kan hij een technisch advies vragen aan DAO;

— maakt hij een vergelijking met gelijkaardige vorige gebeurtenissen.

In geval van meningsverschil tussen de DirCo en de evenementenbeheerder wordt op initiatief van de DirCo een overleg gestart om een consensus te bereiken inzake de in te zetten middelen.

Si aucun accord n'est atteint entre le DirCo et le gestionnaire de l'événement quant aux moyens à mettre en œuvre, il existe trois possibilités :

a) le Bourgmestre demande au DirCo d'assurer la direction opérationnelle du service d'ordre avec les moyens que ce dernier a fixé. La zone demanderesse reste bien sûr tenue d'engager ses propres effectifs dans la mesure qu'elle avait initialement fixée;

b) le Bourgmestre charge le Chef de Corps de diriger l'opération avec les moyens fixés par le DirCo;

c) le Bourgmestre n'est pas d'accord avec les moyens envisagés par le DirCo. Dans ce cas la question est soumise au Ministre de l'Intérieur qui décide.

Cette disposition ne porte pas atteinte au droit de réquisition des diverses autorités.

5.2.2. Suivi des accords d'appui latéraux

Pour pouvoir tenir compte de la situation opérationnelle réelle des zones de police dans l'engagement de la capacité hypothéquée, il faut que le DirCo dispose de l'information nécessaire.

A cet égard, les zones de police porteront à la connaissance du DirCo l'existence des protocoles d'accord qui peuvent influencer la capacité opérationnelle disponible et les événements pour lesquels ces protocoles sont d'application.

D'autre part, sans s'immiscer dans le mode de compensation décidé par les zones de police, le DirCo assure un suivi de l'engagement sous forme de solidarité d'arrondissement et le met à disposition des zones.

5.3. Rôle de l'Inspection Générale

L'Inspection générale de la police locale et de la police fédérale (AIG) est chargée jusqu'à nouvel ordre de faire régulièrement rapport sur la mise en œuvre de la capacité hypothéquée et sur la manière dont la présente directive est appliquée, tant dans la lettre que dans l'esprit. L'analyse de l'AIG portera en particulier sur :

— L'adéquation entre la capacité engagée et l'appréciation de la menace.

— Les motifs avancés par les zones qui mettent en avant une impossibilité de livrer un renfort.

— L'engagement pour un jour donné, de toute la capacité des réserves fédérales, y compris celles du Corps d'intervention, tenant compte de ses principes d'engagement.

6. Cas particuliers

6.1. Football

Partant d'une solidarité « naturelle » entre les zones de police confrontées au phénomène de l'« hooliganisme », il est décidé, pour les rencontres de football, à l'exception des rencontres internationales et amicales, qu'une norme de solidarité obligatoire est également appliquée à la zone de police du club en déplacement. Cette norme varie en fonction du risque engendré par les déplacements des supporters concernés. Pour ce faire, après une évaluation de la saison écoulée avec les zones concernées, une analyse du risque en déplacement est réalisée, par la Cellule Football du SPF Intérieur de même que par la Cellule Foot de DAO, avant chaque saison. Cette analyse de risque peut être adaptée après la première moitié de la saison en cours et tient au moins compte des éléments suivants :

— le nombre de supporters qui en moyenne accompagnent l'équipe en déplacement;

— le nombre de supporters à risque qui en moyenne accompagnent l'équipe en déplacement;

— le nombre d'incidents qui se sont produits lors des deux dernières saisons, limités aux coups et blessures, vandalisme ainsi qu'aux délits ou tentative de confrontation en groupe;

— la politique de verbalisation (qui ne correspond pas au nombre de PV), c'est à dire les efforts fournis en matière de récolte de preuves et de maîtrise des supporters à risque.

Indien geen akkoord tot stand komt tussen de DirCo en de evenementenbeheerder aangaande de in te zetten middelen, blijven er drie mogelijkheden :

a) De Burgemeester vraagt aan de DirCo om in te staan voor de operationele leiding van de ordedienst met de middelen die deze heeft vastgesteld. De vragende zone blijft natuurlijk gehouden haar eigen effectieven in te zetten in de mate zoals die initieel vastgelegd werd.

b) De Burgemeester gelast de Korpschef met de leiding van de operatie met de door de DirCo vastgestelde middelen;

c) De Burgemeester is het niet eens met de door de DirCo geplande middelen. In dit geval wordt de kwestie voorgelegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken, die beslist.

Deze bepaling doet geen afbreuk aan het opvorderingsrecht van de verschillende overheden.

5.2.2. Opvolging van de laterale steunakkoorden

Om rekening te kunnen houden met de reële operationele situatie van de politiezones bij de inzet van de gehypothekeerde capaciteit, moet de DirCo over de nodige informatie beschikken.

Daartoe delen de politiezones aan de DirCo mede of er protocolakkoorden bestaan die de beschikbare operationele capaciteit kunnen beïnvloeden en de evenementen waarvoor deze protocollen van toepassing zijn.

Zonder zich te mengen in de door de politiezones besliste wijze van compensatie, staat de DirCo in voor de opvolging van de inzet in de vorm van een arrondissementssolidariteit en stelt deze ter beschikking van de zones.

5.3. Rol van de Algemene Inspectie

De Algemene Inspectie van de lokale en federale politie (AIG) wordt tot nader order belast met het regelmatig verslag uitbrengen over het inzetten van de gehypothekeerde capaciteit en over de wijze waarop onderhavige richtlijn wordt toegepast, zowel naar de letter als naar de geest. De analyse van de AIG heeft in het bijzonder betrekking op :

— De overeenstemming tussen de ingezette capaciteit en de evaluatie van de dreiging.

— De motieven van de zones die opperen dat ze onmogelijk versterking kunnen leveren.

— De inzet voor een afgesproken dag van de volledige capaciteit van de federale reserves, Interventiekorps inbegrepen, rekening houdend met haar principes inzake engagement.

6. Bijzondere gevallen

6.1. Voetbal

Uitgaande van een « natuurlijke » solidariteit tussen de zones die te kampen hebben met het fenomeen « hooliganisme », wordt beslist voor de voetbalwedstrijden met uitzondering van de internationale en vriendschappelijke wedstrijden, dat een verplichte solidariteitsnorm eveneens gehanteerd wordt voor de politiezone van de bezoekende club. Deze norm schommelt naar gelang van het risico van de supportersverplaatsingen. Daarom wordt vóór elk seizoen, na een evaluatie van het afgelopen seizoen met betrokken zones, een risicoanalyse voor verplaatsing uitgewerkt door de Voetbalcel van de FOD Binnenlandse Zaken, alsook door de Cel Foot van DAO. Deze risicoanalyse kan worden aangepast na de eerste helft van het lopende speelseizoen en houdt minstens rekening met volgende elementen :

— het aantal supporters dat gemiddeld op verplaatsing meegaat;

— het aantal risicosupporters dat gemiddeld op verplaatsing meegaat;

— het aantal voorgevallen incidenten over de laatste twee seizoenen inzake slagen en verwondingen, vandalisme en inbreuken, misdrijven of pogingen tot confrontatie in groep;

— het verbaliseringsbeleid (staat niet gelijk met het aantal opgestelde PV's), zijnde de inspanningen die worden geleverd inzake bewijsgaring en de daadwerkelijke aanpak van de risicosupporters.

Cette analyse ne dispense pas de la nécessité d'une appréciation ponctuelle qui doit précéder chaque rencontre séparément.

Les équipes de football sont réparties en TROIS catégories de risque, correspondant à trois niveaux d'engagement obligatoires différents des zones de police concernées, à savoir :

— Pour la catégorie C : fourniture obligatoire, sous forme d'appui qualitatif, spotters et 3 % de l'effectif disponible de la zone; fourniture éventuelle sous forme de capacité hypothéquée supplémentaire de maximum 4 % de l'effectif disponible de la zone;

— Pour la catégorie B : fourniture obligatoire, sous forme d'appui qualitatif, spotters et 2 % de l'effectif disponible de la zone; fourniture éventuelle sous forme de capacité hypothéquée supplémentaire de maximum 5 % de l'effectif disponible de la zone;

— Pour la catégorie A : fourniture obligatoire, sous forme de spotters; fourniture minimale, sous forme de capacité hypothéquée, de 2 % de l'effectif disponible de la zone, et fourniture éventuelle, toujours sous forme de capacité hypothéquée supplémentaire de maximum 5 % de l'effectif disponible de la zone;

Les zones de police ayant un club de première division sur leur territoire qui ne se retrouve pas dans une des catégories susmentionnées, sont quand même tenues à fournir les spotters.

Toutes ces formes d'appui (spotters, appui qualitatif, HyCap complémentaire) sont comptabilisées sur la ligne de prestation des fournisseurs.

L'appui qualitatif consiste en l'accompagnement et l'encadrement de ses propres supporters, et ce tant lors du déplacement vers la ville où se déroule la rencontre que pendant le match et lors du retour. Ces accompagnement et encadrement impliquent une approche pro-active, préventive, où la communication et l'interaction avec les supporters sont mis en exergue. Ces dispositions doivent clairement ressortir dans l'ordre d'opération. Pouvoir aborder les supporters dans leur propre langue et briser l'anonymat sont deux atouts supplémentaires. Le rétablissement de l'ordre public n'est pas une tâche primaire dévolue à cet appui qualitatif qui est conçu comme aide aux spotters et qui doit être orienté vers le même groupe-cible (c'est à dire les supporters visiteurs, dont bien sûr principalement les supporters à risque). L'appui qualitatif s'oriente vers un nombre plus large de supporters. Cela a pour conséquence que ceux qui fournissent l'appui qualitatif ne sont en principe pas en tenue de maintien de l'ordre.

L'appui qualitatif ne doit être fourni par la zone de police de l'équipe visiteuse que si la zone de police où se déroule la rencontre le sollicite. La décision finale de demander ou non un tel appui qualitatif reviendra au responsable qui a la direction opérationnelle en fonction de son appréciation tactique. L'appui qualitatif est négocié dans le cadre de la préparation de l'événement entre le bénéficiaire et le fournisseur, celui connaissant mieux les supporters qu'il sera amené à encadrer, sur base notamment des debriefings des rencontres précédentes ainsi que de l'analyse commune des risques.

L'appui qualitatif obligatoire doit être intégré dans les accords annuels prévus par la circulaire ministérielle OOP38.

L'appui qualitatif d'application pour les services d'ordre à l'occasion des rencontres de football doit être engagé avant la solidarité d'arrondissement.

L'appui obligatoire est fourni quelle que soit la distance de déplacement à parcourir.

Le classement des clubs par catégorie est repris en annexe C.

Deze analyse doet geen afbreuk aan de noodzaak van een punctuele beoordeling die aan elke afzonderlijke wedstrijd moet voorafgaan.

De voetbelploegen worden in DRIE risicocategorieën ingedeeld. Deze stemmen overeen met drie niveaus van verplicht engagement door de betrokken politiezones, te weten :

— Voor categorie C : verplichte levering in de vorm van kwalitatieve steun, spotters en 3 % van het beschikbaar effectief van de zone; eventuele levering in de vorm van bijkomende gehypotheeerde capaciteit van maximum 4 % van het beschikbaar effectief van de zone;

— Voor categorie B : verplichte levering in de vorm van kwalitatieve steun, spotters en 2 % van het beschikbaar effectief van de zone; eventuele levering in de vorm van bijkomende gehypotheeerde capaciteit van maximum 5 % van het beschikbaar effectief van de zone;

— Voor categorie A : verplichte levering in de vorm van spotters, minimum levering in de vorm van gehypotheeerde capaciteit, van 2 % van het beschikbaar effectief van de zone en bijkomende levering steeds in de vorm van eventuele gehypotheeerde capaciteit van maximum 5 % van het beschikbaar effectief van de zone;

Politiezones met een club uit eerste klasse die niet in de drie bovenstaande categorieën zijn opgenomen, zijn wel gebonden tot de verplichte levering van de spotters.

Al deze vormen van steun (spotters, kwalitatieve steun, bijkomende HyCap) worden aangerekend op de kredietlijn van de leveranciers.

Kwalitatieve steun bestaat uit het begeleiden en omkaderen van de eigen supporters, en dit op weg naar de speelstad, tijdens de wedstrijd en op de reisroute terug. Deze begeleiding en omkadering behelst een proactieve, preventieve aanpak, waarbij communicatie en interactie met de supporters voorop staat. Deze schikkingen moeten duidelijk in het operatieorder naar voren komen. Het kunnen aanspreken van de supporters in de eigen taal en het opheffen van de anonimiteit betreffen twee bijkomende voordelen. Het herstellen van de openbare orde vormt geen primaire taak die valt onder kwalitatieve steun. De bedoelde kwalitatieve steun is bedoeld als ondersteuning van de spotters, die zich dienen te richten op hun doelgroep (bezoekende supporters, waarvan voornamelijk de risicosupporters). De kwalitatieve steun richt zich op de brede onderlaag van supporters. Dit houdt in dat diegenen die de kwalitatieve steun leveren, dit bij voorkeur niet doen in openbare ordekleedij.

De kwalitatieve steun dient door de politiezone van de bezoekende ploeg enkel te worden geleverd indien deze wordt gevraagd door de politiezone van de thuis spelende ploeg. De eindbeslissing om een dergelijke kwalitatieve steun aan te vragen berust bij de verantwoordelijke die de operationele leiding heeft, in functie van zijn tactische beoordeling. De kwalitatieve steun wordt in het kader van de voorbereiding van de gebeurtenis onderhandeld tussen de begunstigde en de leverancier, die beter zijn eigen supporters kent die hij zal moeten omkaderen. De debriefings van de voorbije wedstrijden en een gezamenlijke risicoanalyse zijn hier van groot belang.

De kwalitatieve steun moet geïntegreerd zijn in de jaarlijkse overeenkomsten die voorzien zijn in de ministeriële omzendbrief OOP38.

De kwalitatieve steun van toepassing voor de ordediensten ter gelegenheid van voetbalwedstrijden wordt vóór de arrondissementale solidariteit ingezet.

De verplichte steun wordt geleverd ongeacht de af te leggen afstand.

Het klassement van de clubs per categorie is weergegeven in bijlage C.

6.2. Engagement endéans les 24 heures

Moyennant autorisation expresse du Ministre ou de son délégué et lorsque le Corps d'intervention est déjà complètement engagé, la capacité disponible, formée et équipée, de certains corps de police pourra, par dérogation au principe général d'un préavis de 24 heures, être mobilisée immédiatement, dans les cas où cet engagement non planifié s'avère indispensable pour préserver l'intégrité physique de personnes ou pour éviter des dégâts matériels considérables. L'on pense ici à toute mission de police correspondant à une situation d'exception, assimilable à une gestion de crise. Les corps de police concernés par cette mesure sont en premier lieu les corps de police travaillant pour leurs besoins propres avec des unités d'intervention constituées permanentes. L'appui fourni à une autre zone de police par cette voie est intégralement comptabilisé comme capacité hypothéquée. Ces dispositions tiendront compte des événements et des missions propres à la zone.

Cette comptabilisation est accordée d'office lorsque des protocoles d'accord règlent cet appui latéral.

7. Aspects divers

7.1. Formation

Pour faire face à ses obligations de solidarité, chaque zone de police doit, dans la continuité de la formation de base, faire suivre annuellement au personnel auquel elle veut pouvoir faire appel pour les missions de police administrative, un programme d'entraînement de deux jours tel que décrit en annexe D.

Les procédures et tactiques qui font l'objet de ces entraînements doivent permettre l'intégration harmonieuse de différents services de police lorsqu'ils sont engagés dans la même opération sous la même direction.

L'organisation de ces entraînements est confiée au Dirco, en concertation avec les chefs de corps, les écoles de police et les centres de formation.

Pour permettre le respect du niveau de disponibilité, il est conseillé de former au moins 2,8 fois le nombre de membres du personnel à fournir (niveau de disponibilité).

Les recyclages sont comptabilisés en débit de la ligne de prestation au pro rata des normes approuvées et au maximum pour 2,8 fois le niveau de disponibilité. Elles sont organisées, de préférence au niveau provincial pour pouvoir disposer d'une capacité suffisante pour permettre la simulation du plus grand nombre d'évolutions tactiques, en collaboration entre les DirCo, les zones de police, les centres de formation et les écoles de police en fonction du programme approuvé par le SPF Intérieur.

7.2. Matériel et équipement

Le personnel fourni en renfort d'une zone de police doit disposer de l'équipement individuel et/ou collectif requis par la mission. Celui-ci lui est fourni par sa zone de police. Une attention particulière doit être portée par les chefs à la protection de l'intégrité physique du personnel, en corrélation avec le degré de menace de chaque événement, degré, qui sera précisé dès la demande.

Le transport du personnel envoyé en renfort est à charge de la zone de police fournissant le renfort, sans préjudice d'un accord spécifique avec la zone de police renforcée.

La police fédérale fournit, afin d'en assurer la compatibilité des moyens radio, le véhicule des commandements de peloton.

7.3. Régime de responsabilité en cas de dommages

Au cas où des membres du personnel ou des biens appartenant à la police locale qui assume une mission d'appui dans le cadre de cette directive, subissent un préjudice (ex. dégâts à un véhicule de police), les dommages seront indemnisés par la zone de police qui reçoit l'assistance. Cette dernière ne dispose pas de recours contre l'Etat, à moins que la mission pour laquelle l'appui a été fourni soit prévue dans une directive contraignante du Ministre de l'Intérieur fixant une mission de police administrative à caractère fédéral (par exemple la protection des ambassades ou d'autres institutions en application de l'article 62, 5° LPI).

Lorsque l'intervention supra locale de police cause des dommages à des tiers, l'article 47 de la LFP est d'application.

6.2. Inzet binnen de 24 uur

In afwijking van het algemeen principe van een waarschuwing van 24 uur, kan mits uitdrukkelijke machtiging van de Minister of van zijn afgevaardigde en wanneer het interventiekorps reeds volledig is ingezet, toegestaan worden dat de beschikbare, opgeleide en uitgeruste capaciteit van sommige politiekorpsen onmiddellijk wordt gemobiliseerd, daar waar dit niet geplande engagement noodzakelijk lijkt om de fysieke integriteit van personen te vrijwaren of om aanzienlijke materiële schade te vermijden. We denken hierbij aan elke politieopdracht in een uitzonderlijke situatie die gelijk te stellen is met een crisisbeheer. De door deze maatregel beoogde politiekorpsen zijn in de eerste plaats de politiekorpsen die voor eigen behoefte samenwerken met permanente interventie-eenheden. De aan een andere politiezone via deze weg geleverde steun wordt integraal als gehypothekeerde capaciteit aangerekend. Deze bepalingen houden rekening met de evenementen en de opdrachten die eigen zijn aan de zone.

Deze aanrekening wordt ambtshalve toegestaan indien protocolakkoorden deze laterale steun regelen.

7. Diverse aspecten

7.1. Opleiding

Om het hoofd te kunnen bieden aan haar solidariteitsverplichtingen, moet elke zone, in de continuïteit van de basisopleiding, haar personeel waarop ze een beroep moet kunnen doen voor haar opdrachten van openbare ordehandhaving, jaarlijks een trainingsprogramma van twee dagen laten volgen, zoals in bijlage D beschreven.

De procedures en tactieken van deze trainingen moeten een harmonieuze integratie toelaten van verschillende politiediensten wanneer zij ingezet worden in éénzelfde operatie onder éénzelfde leiding.

De organisatie van deze opleidingen wordt aan de DirCo toevertrouwd, in overleg met de korpschefs, de politiescholen en de opleidingscentra.

Om het beschikbaarheidsniveau te kunnen naleven, wordt aanbevolen om minstens 2,8 maal het aantal te verstrekken personeelsleden op te leiden (beschikbaarheidsniveau).

De opleidingen en bijscholingen worden aangerekend op de prestatie naar rato van de goedgekeurde normen en met een maximum van 2,8 maal het beschikbaarheidsniveau. Ze worden georganiseerd, bij voorkeur op provinciaal niveau om over een voldoende capaciteit te beschikken om de simulatie toe te laten van een zo groot mogelijk aantal tactische evoluties, in samenwerking met de DirCo's, de politiezones, de opleidingscentra en de politiescholen aan de hand van het door het FOD Binnenlandse Zaken goedgekeurde programma.

7.2. Materieel en uitrusting

Het ter versterking van een zone geleverde personeel moet over de individuele en/of collectieve uitrusting beschikken die de opdracht vereist. Deze wordt hem door zijn politiezone geleverd. De chefs moeten bijzondere aandacht besteden aan de bescherming van de fysieke integriteit van het personeel, in overeenstemming met de graad van dreiging op elk evenement. Deze dreiging zal bij de aanvraag gepreciseerd worden.

Het vervoer van het ter versterking gestuurde personeel is ten laste van de politiezone die de versterking levert ongeacht een specifiek akkoord met de versterkte politiezone.

Om de compatibiliteit van de radiomiddelen te verzekeren, levert de Federale Politie het voertuig van de pelotoncommando's.

7.3. Aansprakelijkheid voor schade

In het geval personeelsleden of goederen van de lokale politie die steun levert in toepassing van deze richtlijn, schade oplopen (bv. schade aan een politievoertuig), zal deze schade worden vergoed door de politiezone die de steun ontvangt. Deze laatste kan daarvoor geen verhaal nemen op de Staat, tenzij de opdracht waarvoor de steun werd ontvangen door de Minister van Binnenlandse Zaken uitdrukkelijk in een dwingende richtlijn aan de zone was toegewezen als zijnde een bestuurlijke opdracht van federale aard (bijvoorbeeld de beveiliging van ambassades of van andere instellingen in toepassing van artikel 62, 5° WGP).

Wanneer het supralokaal politieoptreden schade aanricht aan derden, is artikel 47 WPA van toepassing.

7.4. Implications budgétaires

Conformément aux principes de l'article 41 de la LPI, le projet de loi de financement des zones de police disposera que la part de la dotation fédérale relative à l'accomplissement de missions à caractère fédéral sera diminuée lorsqu'il apparaît que la zone n'a pas rempli ses obligations en matière de livraison de capacité hypothéquée. Les montants retenus seront versés au fonds de solidarité fédérale ou aux zones qui ont livré une capacité plus grande que celle initialement prévue.

8. Dispositions abrogatoires

Cette circulaire remplace la version du 02-08-2005 (MB du 17-08-2005).

Les annexes C et D de la version du 2 août 2005 restent d'application.

Le tableau en annexe B (ligne de prestation HYCAP 2007) a déjà été publiée dans le *Moniteur belge* du 9 mai 2007.

P. DEWAELE

Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur

Annexe A à la MFO 2

1. Calcul du niveau de disponibilité

Le niveau de disponibilité est calculé à partir des effectifs réellement présents dans les zones de police, tous grades confondus, y compris les agents de police ainsi que le personnel opérationnel fédéral éventuellement mis à disposition par détachement (effectif disponible).

Ensuite, les membres du personnel mis à la disposition de la zone par le Corps d'intervention y sont ajoutés.

Le personnel en excédant par rapport à la norme minimale n'est pas pris en compte dans les calculs.

Ces effectifs sont déterminés par la direction des opérations et de l'information en matière de police administrative (DGA/DAO) sur base des données fournies :

— Pour le personnel propre des zones de police, par la direction générale de l'appui et de la gestion de la police fédérale sur base des données utilisées pour le paiement des traitements;

— Pour le personnel détaché dans les zones de police, par la direction générale de la police administrative.

Le niveau de disponibilité correspond à 7 % de ces effectifs des zones de police, répartis selon le tableau en annexe B. Ce niveau de disponibilité minimum est calculé individuellement pour chaque zone engagée par jour-calendrier (et non par pause).

Les exigences respectives sont revues annuellement. DGA/DAO fera parvenir d'initiative les mises à jour de l'annexe B au Ministre de l'Intérieur.

2. Calcul de la ligne de prestation

La ligne de prestation est calculée annuellement sur base des mêmes effectifs que ceux pris en compte pour le calcul du niveau de disponibilité, y compris les membres du personnel mis à la disposition de la zone par le Corps d'intervention.

Elle correspond à 1,2 % de la prestation annuelle théorique des de l'effectif disponible des zones de police (1520 heures de prestation par personne), le montant ainsi obtenu (effectif réel X 1520 X 0,012) étant corrigé (en fonction de la double comptabilisation des heures prestées le week-end) par une multiplication par 1,5 (étant donné que 50 % des heures prestées le sont le week-end).

Une équipe canine compte pour deux unités de prestation.

Le temps consacré aux reconnaissances et briefings peut être comptabilisé sur la ligne de prestation même s'ils n'ont pas eu lieu le jour de l'événement.

Les déplacements font partie de la mission.

Ainsi, pour une zone de police dont l'effectif réel est de 124 policiers, on obtient la ligne de prestation par le calcul suivant : $(124 \times 1520 \times 0,012) \times 1,5$, soit 3393 unités de prestation.

7.4. Budgettaire weerslag

Overeenkomstig de principes van artikel 41 van de WGP zal het ontwerp van financieringswet van de politiezones bepalen dat het gedeelte van de federale dotatie betreffende het vervullen van opdrachten van federale aard verminderd zal worden wanneer blijkt dat de zone haar verplichtingen inzake levering van gehypothekeerde capaciteit niet is nagekomen. De in aanmerking genomen bedragen zullen gestort worden aan het federaal solidariteitsfonds of aan de zone die meer capaciteit hebben geleverd dan oorspronkelijk was voorzien.

8. Opheffingsbepalingen

Deze omzendbrief vervangt de versie van 02-08-2005 (BS van 17-08-2005).

De bijlagen C en D van de versie van 2 augustus 2005 blijven van toepassing.

De tabel van bijlage B (prestatielijn HYCAP 2007) werd reeds gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 9 mei 2007.

P. DEWAELE

Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken

Bijlage A bij de MFO 2

1. Berekening van het beschikbaarheidsniveau

Het beschikbaarheidsniveau wordt berekend op grond van de daadwerkelijk aanwezige effectieven in de politiezones, alle graden door elkaar, met inbegrip van de agenten van politie en het federaal operationeel personeel dat via detachering wordt ter beschikking gesteld (beschikbaar effectief).

Vervolgens worden de personeelsleden die ter beschikking werden gesteld door het interventiecorps er bijgevoegd.

Het overige personeel ten aanzien van de minimale norm zal in de berekeningen niet worden in aanmerking genomen.

Deze effectieven worden vastgesteld door de directie operaties en informatie inzake bestuurlijke politie (DGA/DAO) op grond van de verstrekte gegevens :

— Voor het eigen personeel van de politiezones, door de algemene directie van de ondersteuning en het beheer van de federale politie op grond van de gegevens gebruikt voor de betaling van de bezoldigingen

— Voor het in de politiezones gedetacheerde personeel, door de algemene directie van de bestuurlijke politie

Het beschikbaarheidsniveau stemt overeen met 7 % van deze effectieven van de politiezones, ingedeeld volgens de tabel in bijlage B.

De respectievelijke vereisten worden jaarlijks herzien. DGA/DAO zal zelf de bijwerkingen van bijlage B aan de minister van Binnenlandse Zaken laten geworden.

2. Berekening van de prestatielijn

De prestatielijn wordt jaarlijks berekend op grond van dezelfde effectieven als die welke in aanmerking worden genomen voor de berekeningen van het beschikbaarheidsniveau, met inbegrip van de personeelsleden die ter beschikking werden gesteld door het interventiecorps.

Ze stemt overeen met 1,2 % van de theoretische jaarlijkse prestatie van het beschikbaar effectief van de politiezones (1520 prestatie-uren per persoon), terwijl het aldus bekomen bedrag (reëel effectief x 1520 x 0,012) gecorrigeerd wordt (op grond van de dubbele aanrekening van de weekenduren) door een vermenigvuldiging met 1,5 (gelet op het feit dat 50 % van de uren tijdens het weekend gepresteerd wordt).

Een hondenploeg telt voor twee prestatie-eenheden.

Voor een politiezone waarvan het reëel effectief 124 politiemensen bedraagt, bekomt men de prestatielijn via de volgende berekening : $(124 \times 1520 \times 0,012) \times 1,5$, of 3393 prestatie-eenheden.